

ENQUÊTE Du benzène et du mercure ont été détectés en grande quantité dans des zones où Exxon exploite des gaz non conventionnels. Inquiets, écologistes, riverains, ainsi que les distributeurs d'eau se mobilisent.

L'Allemagne bouillonne contre les gaz

Les habitants de Söhligen, en Basse-Saxe, dans le nord-ouest de l'Allemagne, n'en savaient rien jusqu'à cette année. Mais la fracturation hydraulique est pratiquée chez eux depuis plus de quinze ans, pour extraire du gaz « tight », contenu dans des roches compactes à près de 5 000 m de profondeur. « Avant, personne ne s'était posé la question de savoir quels produits étaient utilisés pour ce procédé », rapporte Ralf Borngräber, député SPD du canton au parlement régional. Mais, à l'automne dernier, un grand chantier a attiré l'attention. Exxon, qui exploite les puits du village, y a remplacé 2 500 m³ de sols contaminés au mercure et aux benzène, toluène, éthylbenzène et xylène (BTEX), cancérigènes. Ces dernières substances sont présentes dans les produits chimiques utilisés aux États-Unis pour fracturer les roches de schiste (1). Aucune fuite

matérielle n'a été constatée. Selon Exxon et l'administration régionale des mines, il s'agirait d'un défaut d'imperméabilité des conduites. Les éléments proviendraient de l'eau des gisements gaziers, qui les contient « naturellement » en petites quantités.

Le groupe a découvert la pollution en 2007, lors d'un contrôle de routine, mis la conduite hors réseau, et assure avoir informé aussitôt autorités et riverains, dont certains possèdent une source sur le terrain. Il n'y aurait aucun danger. Mais il a tout de même fallu trois ans pour assainir la totalité des sols touchés. Un délai d'autant moins rassurant que des contaminations similaires sont signalées à une centaine de kilomètres, autour du puits d'Hengstlage, exploité de même par Exxon. Et les habitants de la région ont une autre raison de s'inquiéter : les forages ont des effets sismiques.

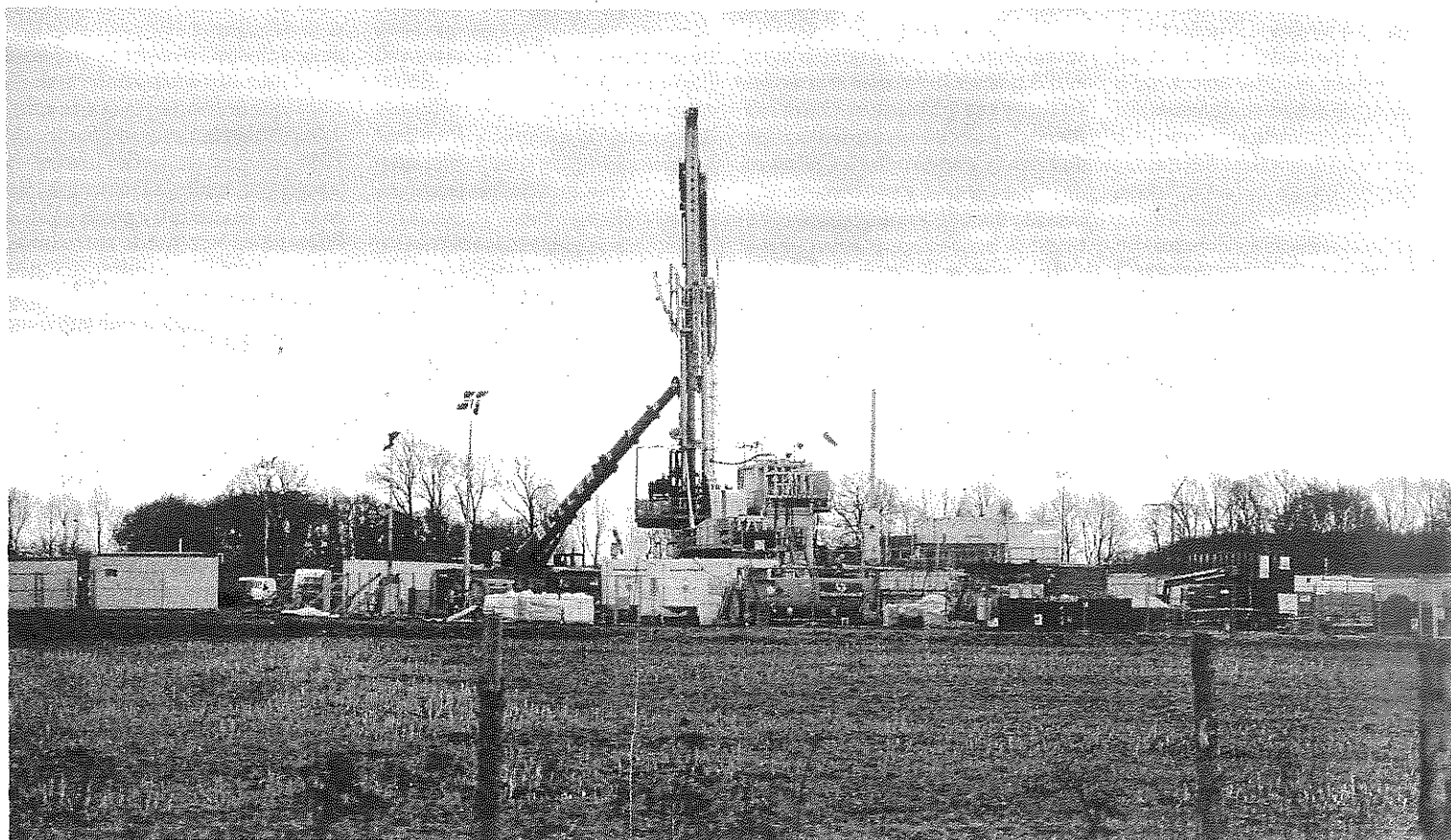
En octobre 2004, un tremblement de terre de magnitude 4,4 a frappé la zone de Söhligen. Selon une recherche du centre d'études géologiques Helmholtz (2), il avait un lien avec l'extraction gazière (conventionnelle ou non) des environs. Le foyer du tremblement se trouvait en effet tout près du niveau de forage, entre 5 et 7 km dans le sous-sol.

À Söhligen, en 2004, l'extraction gazière a même provoqué un séisme de magnitude 4,4.

« Mes arbres se sont mis à noircir », témoigne Rheinard Preil. Il a acquis une maison de campagne il y a un an et demi, juste à côté de la zone contaminée de Söhligen. Les conduites passent sous son terrain. « Si j'avais su qu'il pouvait se passer des choses comme ça, je n'aurais pas acheté. Pas pour me faire empoisonner pendant mes vacances. » Son voisin Edwin

Schoon a, lui, vu mourir ses carpes et constaté des taux élevés de mercure et de benzène dans son sang et celui de son épouse. Le retraité a lancé une action en justice contre Exxon et ne peut s'exprimer avant le jugement. « Mais peu de gens se sentent concernés. La plupart ne réagissent pas », rapporte Rheinard Preil. Les riverains ont en général conclu des contrats de fermage avec Exxon, en vertu du droit de passage sur les terrains. « Et l'exploitant gazier a accordé beaucoup de dons ces dernières années, par exemple aux pompiers », rapporte cette habitante qui souhaite rester anonyme. « Aux jardins d'enfants aussi. Exxon fait régulièrement des dons, comme d'autres entreprises et à des niveaux semblables », indique pour sa part Franka Strehse, maire SPD de la commune dont dépend Söhligen. Qui se juge par ailleurs « très bien informée » par le groupe et « depuis

Exxon multiplie les forages de gaz non conventionnels en Allemagne. Face aux pollutions, la mobilisation grandit. CHRISTOPHE KLEMP



longtemps ». Le député Vert au Bundestag Oliver Krischer n'a pas eu la même impression quand il s'est rendu sur place : « Exxon ne dit que ce qui est déjà connu ou bien des demi-vérités. À Söhlingen, ils ont bien fait part de la fuite aux habitants, mais sans mentionner qu'il y avait pollution à neuf endroits différents. »

« Nous pensons que ces contaminations sont liées à la fracturation hydraulique, explique son collègue du parlement régional de Basse-Saxe Stefan Wenzel. On ne peut pas le prouver. Mais le ministère de l'Économie du Land [dirigé par les conservateurs de la CDU et les libéraux du FDP, NDLR], qui affirme le contraire, comme Exxon, ne peut rien démontrer non plus. » Le procédé de fracturation a été pratiqué plus de 250 fois en Basse-Saxe, sur 120 sites, et ce depuis 1977, pour augmenter la production des gisements conventionnels ou extraire des gaz « tight ». « Personne ne peut nous garantir que les produits chimiques utilisés pour briser la roche, à 4 000-5 000 m de profondeur, ne remontent pas jusqu'aux nappes phréatiques, à 300 m dans le sous-sol, s'inquiète le député social-démocrate Ralf Borngräber. Il faut répondre à ces questions, connaître les risques pour savoir si nous voulons vivre avec, ou pas. »

Les Verts de Basse-Saxe réclament une expertise d'impact environnemental ; le SPD régional, les données complètes sur les produits chimiques déjà injectés et leurs quantités. Le ministre de l'Économie du Land les avait promises pour fin avril. « En ce début mai, j'attends toujours, indique le social-démocrate. Le problème, c'est que le droit minier allemand date de la période de l'Empire, de la fin du XIX^e siècle. Il ne prévoit

ni analyse environnementale ni participation publique, au contraire de ce qui se fait en matière d'aménagement, par exemple. »

Les événements sont suivis avec attention dans le sud du Land. Comme à Lünne, village d'un millier d'habitants, où Exxon a procédé à des forages tests de janvier à fin mars. La firme y cherche cette fois du gaz de schiste. En cas de résultats positifs, les machines reviendront dans un an, pour fracturer. « Mais je pense qu'avec tous les mouvements de protestation, ils ne vont pas le faire, estime Mathias Elshoff, tête de file des initiatives citoyennes Gegen Gasbohren de Basse-Saxe et de Rhénanie du Nord. Le mouvement est né voilà moins de dix mois, mais essaime très vite, avec déjà huit groupes. « Et nous avons des soutiens. » La compagnie de gestion des eaux Gelsenwasser, par exemple, qui approvisionne 2,7 millions de personnes dans la région, s'est prononcée contre les forages. VKU, groupement national de plus de mille régies municipales de distribution d'eau, d'électricité et de gestion des déchets, se montre aussi préoccupé. Et le Land de Rhénanie du Nord, gouverné par une coalition SPD-Verts, a décidé de suspendre les autorisations jusqu'aux résultats d'une expertise environnementale. Reste que le sujet n'est toujours pas arrivé au Bundestag. « Le droit minier ne prescrit pas d'interroger le Législateur, regrette Ralf Borngräber. Mais avec une opinion publique de plus en plus critique, ça peut changer. »

—Rachel Knaebel

(1) Leur présence est pointée du doigt dans le rapport de la Chambre des représentants des États-Unis sur les gaz de schiste, publié en avril.

(2) Qui mène, notamment avec l'Institut français du pétrole, l'étude européenne sur les réserves en gaz de schiste « Gash ».

Des permis pour chercher du gaz de schiste

Les réserves allemandes en gaz de schiste sont bien moindres qu'en France (200 milliards de m³ contre 5 000 milliards de m³), mais restent supérieures à celles connues en gaz conventionnel. Le pays extrait par ailleurs déjà du gaz « tight », un autre type de non-conventionnel, en Basse-Saxe depuis les années 1990. Le sous-sol allemand contient aussi, comme en Lorraine, du gaz de houille. Les réserves estimées pour ces gaz non conventionnels sont du même ordre que pour le schiste, 150 milliards de m³ en « tight », par exemple.

Aux côtés d'autres firmes, comme la filiale de BASF Wintershall, Exxon Mobil recherche en ce moment des gisements de gaz de schiste et de houille dans le sud de la Basse-Saxe et en Rhénanie du Nord. Les entreprises s'y sont déjà assurés de larges zones de forage. La Britannique 3Legs Resources a, elle, obtenu des licences d'exploitation pour plus de 25 000 hectares dans le Sud, en Bade-Wurtemberg. BNK Petroleum prospecte dans l'Est. La Basse-Saxe abrite aujourd'hui la quasi-totalité (90 %) de la production gazière du pays.

CHIMIE Les phtalates et d'autres substances ont été bannis par les députés, avec l'appui d'élus de droite.

Perturbateurs politiques



Les phtalates contenus dans le plastique souple, tout comme les parabènes et les alkylphénols, sont des perturbateurs endocriniens. STEINBERG/OPA/AFP

Surprise de taille : les députés viennent de voter ni plus ni moins que l'interdiction en France de « la fabrication, l'importation, la vente ou l'offre de produits » contenant des phtalates, des parabènes et des alkylphénols. Perturbateurs endocriniens, ces substances sont fortement soupçonnées de provoquer des malformations congénitales, la baisse de la fertilité humaine et l'explosion de maladies chroniques (cancers, entre autres). On les rencontre dans un grand nombre de produits – cosmétiques (parabènes), plastiques souples (phtalates), insecticides et détergents (alkylphénols). Pourtant, il s'agissait d'une simple proposition de loi, déposée contre l'avis du gouvernement et de l'UMP : elle était promise, comme tant d'initiatives audacieuses, aux oubliettes parlementaires.

Ce qui reste d'ailleurs son probable destin : le gouvernement garde le recours de ne pas soumettre la proposition au Sénat. Elle est « injustifiée scientifiquement, inapplicable en pratique et inappropriée juridiquement », a violemment réagi l'industrie du plastique, et « prématurée », juge le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, qui renvoie à la publication de futurs rapports d'expertise (pas avant deux ans au moins). Vain coup d'éclat ? Opportunisme politique ? L'initiative était portée par un député Nouveau Centre (NC) – Yvan Lachaud (Gard)⁽¹⁾, qui reconnaissait que le texte méritait d'être affiné, et ne s'attendait pas à

un tel succès : 236 votes favorables contre 222, grâce au PS, au PCF, au centre et, surtout, à 19 voix décisives de l'UMP, alors qu'une fraction de la droite se cabre actuellement contre la majorité et le gouvernement. « Pourtant, ce vote est tout sauf un accident, estime André Cicolella, président du Réseau environnement santé (RES). À l'instar de la contestation des gaz de schiste, l'écologie parvient à s'imposer aussi bien à droite qu'à gauche. Ce vote révèle une prise de conscience sanitaire, qui transcende les clivages politiques. »

Il en veut pour preuve l'argumentaire endossé par le député NC, qui juge que les soupçons croissants sur le rôle de ces substances imposent d'agir en urgence. À l'encontre de thèses toxicologiques classiques (c'est la dose qui fait le poison), il met en avant le risque de l'exposition chronique à de faibles quantités l'« effet cocktail » (impacts potentiels démultipliés en présence de plusieurs perturbateurs endocriniens) ainsi que la susceptibilité exacerbée à certains moments de la vie (stad-fœtal, entre autres).

Coincidence : le 3 mai, alors que les députés votaient, ils justifiaient sans le savoir la publication par une coalition d'ONG d'une nouvelle liste de substances « à substitution immédiate nécessaire » (1) : y figurent 22 perturbateurs endocriniens supplémentaires.

—Patrick Piri

(1) Au sens du règlement Reach de l'Union européenne, voir www.chemsec.org